

*Questions orales***QUESTIONS ORALES***[Traduction]***LE CHÔMAGE**

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le fait est que la récession dure depuis 30 mois. En outre, le gouvernement reconnaît lui-même qu'elle est d'origine canadienne. De plus, 1 600 000 Canadiens sont sans emploi. Il faut ajouter à cela que 2 300 000 Canadiens dépendent de l'assistance sociale et qu'un million d'enfants vivent dans la pauvreté au Canada. Pourtant, dans son message d'avant Noël, le ministre des Finances a déclaré qu'il fallait poursuivre sur la même voie et que la politique économique de son gouvernement donnait d'excellents résultats.

Si le gouvernement accomplit un travail si remarquable, comment se fait-il que le Canada ait le taux de chômage le plus élevé parmi les pays occidentaux? Pour quelles raisons avons-nous un taux supérieur à celui des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, du Japon et même de l'Italie?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je pensais que la députée serait contente de constater la chute du taux d'escompte aujourd'hui. La Banque de Montréal a réduit son taux d'intérêt à 8,75 p. 100, tout comme la Banque Royale et la Banque Toronto-Dominion; c'est très encourageant et cela fait suite au programme économique que j'ai annoncé à la Chambre au nom du gouvernement la semaine dernière.

Le programme économique que j'ai annoncé vise la création d'emplois, de nouveaux débouchés, et il invite à investir dans la croissance, aussi bien au niveau des ressources humaines et des infrastructures qu'à celui de la recherche d'une nouvelle ouverture des marchés étrangers et de l'amélioration du partenariat.

Seulement dans le secteur des petites entreprises, qui est le principal moteur de l'activité économique au Canada, nous avons pris plusieurs mesures, notamment le gel des primes d'assurance-chômage, une prise en charge des cotisations en cas d'embauche de nouveaux employés, un crédit d'impôt à l'investissement de 10 p. 100, l'amélioration de l'accès à des capitaux, des encouragements à la R-D ainsi que l'amélioration du traitement des allocations de coûts en capital. Toutes ces mesures positives stimuleront la croissance et produiront de l'emploi.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, la réalité c'est que le nombre d'assistés sociaux,

seulement dans la province de Québec, augmente de 3 000 personnes par mois. Il y a 600 000 personnes seulement à Montréal qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Par contre, les politiques annoncées par le ministre la semaine dernière vont forcer plus de chômeurs à devenir des assistés sociaux à partir du 1^{er} avril. Le gouvernement va ainsi prétendre que le taux de chômage a baissé même si, en réalité, le ministre ne résout pas le problème de chômage, mais crée plus d'assistés sociaux, ce qui coûte plus cher aux provinces et aux municipalités.

• (1420)

Est-ce que le ministre des Finances pense qu'en reclassifiant les gens qui n'ont pas de travail, ceux-ci vont disparaître?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, face à la situation économique qui prévaut au pays, il faut plutôt regarder les mesures mises de l'avant par le ministre des Finances et par le gouvernement et de quelle façon on peut aider ces gens qui sont sans emploi.

Nous avons décidé, comme gouvernement, qu'il fallait investir massivement dans le développement des ressources humaines, autant au Québec qu'ailleurs au pays. C'est la raison pour laquelle, par exemple, 400 millions de dollars étaient dépensés trois ans passés pour former les sans-emploi, les personnes en chômage. On a augmenté ce montant à 2,2 milliards de dollars cette année et ce sont des dizaines de milliers de chômeurs qui auront la chance d'acquérir des compétences qui vont leur permettre de réintégrer le marché du travail.

Il faut voir de quelle façon on peut aider les gens. Pour favoriser les investissements, cela prend une main-d'oeuvre qualifiée et c'est sur cela que l'emphase a été mise lors de la déclaration, la semaine dernière.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, la semaine dernière, le ministre a déclaré que ces politiques de mettre les chômeurs sur le bien-être social étaient prises par un gouvernement qui avait des couilles. Moi, je suis contente que je n'aie pas de couilles. Dans les circonstances actuelles, il y a plus de 2 millions de personnes qui sont sur l'aide sociale et ces politiques vont carrément pousser plus de gens sur l'aide sociale.

Pourquoi le ministre de l'Emploi continue-t-il à faire mal à ceux qui sont les plus démunis de la société? Pourquoi a-t-il des politiques tellement injustes?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, la réalité est que depuis la dernière récession de 1981-1982, les personnes qui épuisent leurs prestations d'assurance-chômage vont sur le bien-être social à un rythme d'à peu près 10 p. 100